



COMMUNIQUE DE L'USP du 23 septembre 2019

La lutte des soignants du CH du Rouvray continue

Jeudi 19 septembre, au lendemain de la publication du rapport Wonner-Fiat de la « Mission parlementaire sur l'organisation territoriale de la santé mentale » qui fait état d'une situation « catastrophique » et « accablante » de la psychiatrie en France, la lutte reprend au CH du Rouvray sous la forme d'une nouvelle grève illimitée à l'appel de l'intersyndicale de l'hôpital réunissant CGT, SUD et CFTD.

La dernière s'était soldée, il y a quinze mois, et au bout de presque trois semaines d'une grève de la faim historique et très médiatisée, par la signature d'un protocole de sortie de crise signé par l'ARS Normandie qui prévoyait entre autres la création de 30 postes soignants supplémentaires en hospitalisation, ainsi que la création d'une unité d'hospitalisation spécifique pour mineurs. Cette issue avait été vécue comme une victoire par les soignants qui avaient réussi à arracher de rude lutte des moyens supplémentaires dans le but revendiqué d'accueillir dignement les patients hospitalisés, en plaçant les plus jeunes d'entre eux en sécurité dans une unité dédiée.

Mais dans les faits, rien ne s'est amélioré du sort des hospitalisés, pas plus que de celui des soignants. Les patients continuent d'être entassés sur des lits supplémentaires (plus de 30 en permanence dans l'établissement avec un taux d'occupation des lits qui ne descend pas en-dessous de 109 %) et les mineurs continuent d'être placés dans des pavillons adultes, les exposant à toutes sortes d'agressions. Le personnel soignant, lui, est à bout.

Pourtant, l'ARS comme la direction de l'hôpital s'étaient engagées par écrit. Mais, entre-temps, il y a eu un changement de direction au CH du Rouvray suite à la grève de 2018, et le nouveau directeur, connu dans la région pour mettre en œuvre les plans d'austérité de l'ARS d'une main de fer, n'a cessé de maintenir l'opacité sur les affectations de postes soignants dans l'hôpital. Il estime avoir « plus que largement respecté le protocole » et annonce dans les médias un effectif total de 463 temps plein, en totale opposition avec le diagnostic de l'intersyndicale du CH du Rouvray qui, après décompte précis des affectations réelles dans les services, arrive à un total de 417, soit deux de moins par rapport à la situation d'avant la grève de 2018 ! Où sont donc passés les postes promis ? L'intersyndicale suspecte qu'ils ont servi à remplacer des départs à la retraite et des arrêts maladie.

L'USP était présente la semaine dernière à l'AG d'information annonçant la nouvelle grève où une délégation de Gilets Jaunes est venue apporter avec détermination son soutien citoyen à l'intersyndicale. L'USP continue de soutenir la lutte des soignants du CH du Rouvray, comme elle l'a fait dès les débuts de celle de 2018, pour un accueil digne des patients hospitalisés et contre la destruction du service public hospitalier. L'USP dénonce le non-respect des engagements pris par l'ARS en 2018 par la nouvelle direction du CH du Rouvray, ainsi que son mépris affiché du dialogue social.

Plus que jamais, à l'heure des mobilisations de la psychiatrie à travers le Printemps de la Psychiatrie, des hospitaliers autour du Collectif Inter-Urgences et plus largement des citoyens avec le mouvement des Gilets Jaunes, il est temps de construire les convergences capables de peser dans le rapport de force contre la politique néolibérale du gouvernement Macron qui vise à privatiser notre système de soins et se concrétise par une asphyxie du service public hospitalier avec toutes les conséquences humaines catastrophiques que cela entraîne du côté des patients bien sûr, mais également du côté des soignants.

Pour l'USP
Fehi Bretel
Pascal Boissel